LES ENJEUX

FISCALITÉ & TAXATION

Fiscalité britannique : une hausse historique qui redéfinit l'équilibre du online

Vincent Reynaert
Publié le 27 novembre 2025 . Lecture estimée : 3 min

Le Royaume-Uni s'apprête à bouleverser en profondeur la fiscalité de son marché du jeu en ligne. Avec une hausse massive des taux appliqués aux opérateurs, Londres vise des recettes supplémentaires tout en repensant l'architecture de son système fiscal. Derrière l'annonce d'hier, c'est tout un équilibre économique et concurrentiel qui risque d'être redessiné.

Le Royaume-Uni vient d'envoyer un signal clair : la fiscalité du jeu va devenir un levier assumé de politique publique. Dans son budget d'automne, le gouvernement a confirmé hier une hausse spectaculaire du Remote Gaming Duty (RGD), une taxe qui ne pèse que sur les opérateurs de jeux en ligne.
Celle-ci passera de 21% à 40% du Produit Brut des Jeux (PBJ) dès avril 2026. C'est un doublement net du taux appliqué à l'ensemble du gambling en ligne, et un tournant qui place le marché britannique parmi les juridictions les plus taxées d'Europe.

À partir d'avril 2027, une seconde évolution prendra le relais avec la création d'un nouveau Remote Betting Tax, fixé à 25%. Ce taux remplace l'actuel, qui est à 15%, mais cette taxe ne concernera que les profits réalisés sur les paris en ligne. Le gouvernement a choisi d'exclure le spread betting, les paris mutuels et les mises hippiques, tout comme les paris enregistrés sur bornes en libre-service. Autrement dit, l'État cible prioritairement les activités digitales grand public, sans alourdir la fiscalité des segments plus traditionnels.

Cette stratégie s'inscrit dans une trajectoire budgétaire ambitieuse. Londres anticipe 4 milliards de livres de recettes fiscales liées au gambling pour l'exercice 2025-2026, soit une progression de près de 10% par rapport à l'année précédente. En 2026-2027, l'estimation grimpe à 5 milliards grâce à l'entrée en vigueur du nouveau betting tax. À horizon 2029-2030, le gouvernement estime que ces hausses permettront d'ajouter 1,1 milliard supplémentaire à ses recettes.

Mais ces montants s'accompagnent d'un pari économique risqué. Selon le Trésor, les opérateurs devraient répercuter jusqu'à 90% de ces hausses sur leurs clients, rendant l'offre de jeux sur le marché légal moins attractive. Cette mécanique entraînerait une baisse de la demande, estimée à 500 millions de livres sur le rendement global de la mesure à l'horizon 2030. C'est un point crucial, car le Royaume-Uni cherche à préserver les recettes tout en évitant que les joueurs ne se tournent vers des plateformes offshore. Ces dernières doivent néanmoins se frotter les mains en anticipant une forte baisse de l'attractivité de l'offre légale.

Sur le plan politique, cette hausse n'arrive pas par hasard. Le gouvernement réfléchit depuis avril à une refonte de l'architecture fiscale du secteur, aujourd'hui fragmentée entre trois taux distincts. Plusieurs think tanks avaient déjà plaidé pour un relèvement plus agressif, certains évoquant même un RGD à 50%. Le Treasury Select Committee a, de son côté, recommandé de taxer chaque vertical selon son niveau de risque, une logique qui se retrouve partiellement dans les mesures retenues.

Pour les opérateurs internationaux, ce mouvement britannique mérite d'être regardé avec attention. Londres fait le choix d'une fiscalité forte sur l'online, tout en protégeant le retail et l'écosystème hippique. Une tendance que la France a également connu cette année avec une hausse de la fiscalité sur les jeux hormis... le pari hippique.

Au-delà des impacts directs sur les marges, c'est un signal : les grandes juridictions européennes pourraient emprunter une trajectoire similaire si l'équation budgétaire l'exige.